

***Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°02/2026  
(Séance publique)***

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES RELATIF A  
L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE ET  
LOGICIELS POUR LA CAISSE DE COMPENSATION A  
RABAT (LOT UNIQUE)**

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et alinéa b) paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.



## SOMMAIRE

### CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 1	:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	04
Article 2	:	CONTEXTE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS OBJETS DE L'APPEL D'OFFRES	04
Article 3	:	MAITRE D'OUVRAGE	04
Article 4	:	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	04
Article 5	:	PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ	04
Article 6	:	REFERENCES AUX TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	05
Article 7	:	VALIDITE DU MARCHÉ- DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	05
Article 8	:	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ	06
Article 9	:	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	06
Article 10	:	NANTISSEMENT	06
Article 11	:	SOUS-TRAITANCE	07
Article 12	:	MODALITES ET DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	07
Article 13	:	NATURE DES PRIX	07
Article 14	:	CARACTERE DES PRIX	07
Article 15	:	CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	07-08
Article 16	:	ASSURANCES - RESPONSABILITÉ	08
Article 17	:	RETENUE DE GARANTIE	08
Article 18	:	PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	08
Article 19	:	DELAJ DE DE GARANTIE	08
Article 20	:	CONDITIONS D'EXÉCUTION-LIVRAISON	08-09
Article 21	:	LANGUE ET PROPRIETE DES RAPPORTS	09
Article 22	:	CONDITIONS DE RECEPTION	09
Article 23	:	MODALITES DE REGLEMENT	10
Article 24	:	PENALITES DE RETARD	10
Article 25	:	DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	10
Article 26	:	CAS DE FORCE MAJEURE	11
Article 27	:	ARRET DE LA PRESTATION	11
Article 28	:	RESILIATION DU MARCHÉ	11
Article 29	:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTÉRÊT	11
Article 30	:	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	11
Article 31	:	AVANCES	12
Article 32	:	PROTECTION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12

## CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

Article 33	:	DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS	13-16
Article 34	:	CONSISTANCE DE LA GARANTIE	16
Article 35	:	CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS	16

## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres ouvert national sur offres de prix, a pour objet l'**acquisition de matériel informatique et logiciels pour la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-**.

Lieu de livraison : la Caisse de Compensation à Rabat : Av. El Hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal BP 1016 Rabat.

Tel 05-37-76-06-06 - fax 05-37-76-50-91

### **ARTICLE 2 : CONTEXTE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS OBJETS DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres porte sur l'**acquisition de matériel informatique et logiciels pour la Caisse de Compensation.**

Les caractéristiques des prestations sont précisées dans l'article 33 chapitre II du présent marché.

### **ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres ouvert national est la « Caisse de Compensation », représentée par « la Directrice », est désignée ci-après par « CDC » ou le « Maître d'ouvrage ».

### **ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. La documentation/notices/prospectus techniques ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché, qui résulte du présent appel d'offres, sont :

1. Les ordres de service.
2. Les avenants éventuels.
3. La décision prévue à l'article 57 du CCAG-T, le cas échéant.

## ARTICLE 6 : REFERENCES AUX TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Le prestataire est soumis aux dispositions définies par les textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation ;
- Le Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 3 juin 2019 ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- La Loi 18-12 relative à la réparation des accidents du travail promulgué par le dahir n°1-14-190 ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
- L'Arrêté n°1692-23 du 23 Juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

## ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHÉ – DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par la Directrice de la Caisse de Compensation et son visa par le contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article n°143 du décret 2-22-431 précité.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du décret précité.



## ARTICLE 8 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Un **comité de suivi** sera désigné par décision du Maître d'ouvrage et aura pour mission de :

1. Assurer le suivi de l'exécution en bonne et due forme du marché ;
2. Assurer la liaison entre le prestataire et la Caisse de Compensation ;
3. S'assurer de la qualité de service.
4. Procéder à la validation des livrables.

Pendant toute la période d'exécution du marché, le prestataire devra désigner ses représentants auprès de la Caisse de Compensation.

## ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

A défaut par le titulaire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 20 du CCAG-T, toutes les notifications qui se rapportent au marché issu de cet appel d'offre auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

## ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le titulaire du marché pourra demander, s'il remplit les conditions requises, le bénéfice du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de la Directrice de la Caisse de Compensation ;
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Caisse de Compensation ou le fondé de pouvoir habilité à cet effet, seuls qualifiés pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

## ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues par l'article 151 du décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444(08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le prestataire est libre de sous-traiter une partie des prestations de son choix à condition que le sous-traitant soit agréé par le Maître d'Ouvrage avant le commencement de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

La sous-traitance ne peut dépasser 50% du montant du marché et ne peut porter sur les prestations principales, notamment l'acquisition du matériel informatique et des logiciels.

En cas de sous-traitance, le titulaire est tenu de présenter au Maître d'Ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous traitées.

## ARTICLE 12 : MODALITES ET DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le matériel informatique et logiciels objet du présent appel d'offres doivent être livrés et installés, dans un délai de **02 mois** et prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer les prestations.

## ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

- Le marché qui résulte du présent appel d'offres est à prix unitaires.
- Les sommes dues aux titulaires du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.
- Les prix du marché issu de cet appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la livraison du matériel informatique et logiciels y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché.

## ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

## ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

### 15-1 Cautionnement provisoire :

- Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **treize mille huit cents dirhams (13 800,00 DH)**.

Il est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.



## 15-2 Cautionnement définitif :

- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les trente (30 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive de la totalité des prestations objets du marché.
- Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la fourniture.
- En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité sera appliqué.

## ARTICLE 16 : ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

## ARTICLE 17 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAGT une retenue de garantie sera prélevée sur le montant du règlement effectué et ce dans les conditions prévues par l'article 64 du CCAGT et dans la limite de 7% du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

## ARTICLE 18 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

## ARTICLE 19 : DELAI DE DE GARANTIE

Le délai de garantie **est fixé à 1 an** à compter de la date de réception provisoire.

## ARTICLE 20 : CONDITIONS D'EXÉCUTION- LIEU DE LIVRAISON

### 20.1. Conditions d'exécution :

Le matériel informatique et logiciels prévus dans le cadre de cet appel d'offres doivent respecter la conformité aux spécifications techniques mentionnées dans l'article 33 du chapitre II du présent appel d'offres.

Si le matériel informatique et logiciels, sont reconnus non conformes, la commission de réception rejette celles-ci en donnant les raisons de ce rejet. Le titulaire devra alors les remplacer. Le titulaire en subira seul les conséquences qui en découleraient.

Les délais pouvant être ouverts alors au titulaire pour présenter une nouvelle livraison, ne constituent pas eux-mêmes une justification valable d'une interruption des délais d'exécution.

Les frais de transport pour retour de matériel informatique et logiciels non conformes resteront à la charge du titulaire.

## **20.2. Lieu de Livraison :**

La livraison du matériel informatique et logiciels objet de cet appel d'offres sera effectuée au niveau du siège de la Caisse de Compensation, Av. El Hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal BP 1016 Rabat.

## **ARTICLE 21 : LANGUE ET PROPRIETE DES RAPPORTS**

Tous les documents et correspondances établis par le titulaire dans le cadre de ce marché issu du présent appel d'offres seront en langue française.

Après leur acceptation, les documents et rapports fournis par le titulaire resteront à la propriété de la Caisse de Compensation. Celle-ci sera libre d'utiliser ces documents et rapports à d'autres fins jugées utiles.

## **ARTICLE 22 : CONDITIONS DE RECEPTION**

### **22-1 : RECEPTION PROVISOIRE**

La réception provisoire se déroule conformément aux dispositions de l'article 73 du CCACT ; La commission désignée par le maître d'ouvrage procédera à la vérification de la conformité du matériel et logiciels livrés par rapport à l'ensemble des obligations du marché et en particulier aux spécifications techniques décrites dans l'article 32 du chapitre II ainsi que la validation des prestations d'installation et de mise en service.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire. Cette réception sera prononcée par un procès-verbal établi à cet effet.

### **22-2 RECEPTION DEFINITIVE**

Conformément aux dispositions de l'article 76 du CCACT la réception définitive marque la fin de l'exécution du marché et libère le fournisseur de tous ses engagements vis à vis du maitre d'ouvrage. La réception définitive du matériel informatique et logiciels, livrés est prononcée à la fin du délai de garantie, si le fournisseur a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maitre d'ouvrage.

La réception définitive du matériel informatique et logiciels livrés donne lieu à l'élaboration d'un procès –verbal signé par les personnes désignées par le maitre d'ouvrage et par le fournisseur. Une copie dudit procès-verbal est remise au fournisseur.

Dans ce cas, le montant de la retenue de garantie et le cautionnement définitif sont restitués au fournisseur dans les conditions prévues par l'article 19 du CCACT.

Si le fournisseur n'a pas rempli à la date de la réception définitive les obligations prévues par l'article 76 du CCACT, il est fait application des mesures prévues par l'article 79 du CCACT.

## ARTICLE 23 : MODALITES DE REGLEMENT

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées dans un délai de 60 jours Conformément aux dispositions du §A de l'article 60 du CCAG-T en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Le paiement sera calculé compte tenu des pénalités ou de toutes sommes à la charge de la société.

Les sommes dues au contractant seront payées à l'issue de la dernière réception provisoire partielle des deux phases sur présentation d'une facture libellée en dirhams, dûment signée et cachetée, comportant le n° de compte bancaire établie conformément au bordereau des prix.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Le titulaire du marché, en temps utile, notifier par écrit tout changement dans le numéro et la domiciliation de son compte courant.

## ARTICLE 24 : PENALITES DE RETARD

A défaut d'avoir terminé la livraison, du matériel informatique et logiciels dans les délais prescrits au niveau de l'article 12 ci-dessus, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1% (un pour mille) du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux. Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondant au matériel informatique et logiciels supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

## ARTICLE 25 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application des dispositions de l'article 7 du CCAG-T, le marché issu du présent appel d'offres reste assujetti aux droits pouvant découler des lois et règlements en vigueur en matière d'enregistrement.



## ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-T, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 35 cm.
- La pluie : 35 mm.
- Le vent: 120 Km/h.
- Le séisme :5,5 degrés sur l'échelle de Richter.

## ARTICLE 27 : ARRET DE LA PRESTATION

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations objet du marché conformément aux conditions prévues par l'article 49 du CCAG-T.

## ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n°2-22-431 précité et celles prévues par l'article 69 du CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché issu de cet appel d'offres en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, la Caisse de compensation, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission du marché, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de l'administration.

## ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTÉRÊT

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Les dispositions de l'article 162 du décret 2-22-431 précité s'appliquent.

## ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestation entre le maître d'ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81 et 82 du cahier des clauses administratives générales précité. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 83 du CCAGT.

## ARTICLE 31 : AVANCES

Conformément au décret n°2.14.272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics, le présent appel d'offres ne prévoit pas d'avances.

## ARTICLE 32 : PROTECTION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La Caisse de Compensation peut collecter et traiter des données à caractère personnel en vue d'assurer ses opérations.

Afin de permettre à la Caisse de Compensation de répondre à ses obligations légales, ces données peuvent être transmises aux organismes de gouvernance, d'inspection et de Contrôle. Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la Commission Nationale de Contrôle de Protection des Données à Caractère Personnel.

La Caisse de Compensation garantit l'exercice des droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi 09-08.



## CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 33 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent appel d'offres, le titulaire est tenu de fournir le matériel informatique et logiciels conformément aux exigences techniques, fonctionnelles et de performance définie ci-après.

L'ensemble des prestations devra répondre aux normes en vigueur, garantir la fiabilité, la compatibilité avec l'infrastructure existante de la Caisse de Compensation, ainsi que la sécurité et la pérennité des solutions proposées.

Le titulaire est tenu de proposer du matériel neuf, d'origine, et des licences logicielles authentiques, accompagnées de toute la documentation technique nécessaire, ainsi que des garanties et supports requis.

Le matériel informatique et les logiciels à proposer doivent répondre aux spécifications techniques suivantes :

N° Art	Désignation	Caractéristiques techniques	Quantité
1	Ordinateur de bureau Micro Complet avec socle MFS22	<ul style="list-style-type: none"><li>-Unité centrale : Format micro</li><li>-Processuer : i5-14500T vPro (24MB cache, 14 cores, 20 threads, up to 4.8 GHz, 35W);</li><li>-RAM: 16GB DDR5 Memory,1X16GB;</li><li>-Disque dur : 512GB PCIe NVMe ;</li><li>-Réseau sans fil : Wi-Fi intégré double antenne et Bluetooth 5.3 ;</li><li>-Port Display ;</li><li>-Ecran : Full HD 24 pouces, 1 port DP 1.2 (HDCP 1.4), 1 port USB-B 3.2 ;</li><li>-Montage sur socle : Unité centrale fixée sur Socle MFS22 micro tout-en-un ;</li><li>-Clavier : AZERTY, Arabe-français ;</li><li>-Souris : Sans Fil 5 boutons (Bluetooth/Dongle USB) avec pile AA incluse</li><li>-Système : Windows 11 professionnel ;</li></ul>	7
2	Ordinateur portable Professionnel avec sacoche	<ul style="list-style-type: none"><li>-Processeur : Core Ultra 5 235U</li><li>-RAM: 16 Go de mémoire DDR5 à 5 600MHz</li><li>-Disque dur: 512 Go M.2 PCIe Gen4</li><li>-Écran: 16,0 pouces non-tactile FHD+</li><li>-Carte graphique: Intel® Graphics</li><li>-Windows 11 Professionnel</li><li>-Clavier: Arabe-Français (AZERTY)</li></ul>	2

3	Imprimante multifonction Couleur avec Socle	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Fonctions : Impression, copie, scan, fax ;</li> <li>-Vitesse d'impression (ISO, A4) : 52PPM ;</li> <li>-Impression recto verso : Automatique ;</li> <li>-Radio Wi-Fi 802.11a/b/g/n (2,4/5 GHz) + BLE</li> <li>-Ecran : 10.1 in (25.6 cm) Color Graphics Display (CGD) with touchscreen; rotating (adjustable angle) display;</li> <li>-Série : LaserJet Enterprise 6800zfs</li> <li>-Gestion d'introduction du papier : 3 bacs d'alimentation de 550 feuilles, bac universel de 100 feuilles et socle avec pieds ;</li> <li>-Type de scanner : À plat; Chargeur automatique de documents ;</li> <li>-Vitesse du processeur : 1,6 GHz ;</li> <li>-Mémoire interne : Disque SSD 256 Go ;</li> <li>-Mémoire : 6 Go ;</li> </ul>	1
4	Scanner à alimentation feuille à feuille	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Vitesse du processeur : ARM-1176 666 MHz</li> <li>-Mémoire : 256 Mo</li> <li>-Connectivité : USB 3.0</li> <li>-Pro 3000 s4,</li> </ul>	2
5	Onduleur rack 3000 W / 3000 VA - 10 prises	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Topology Line interactive 1 (régulation de tension automatique)</li> <li>-Puissance 300W / 3000 VA</li> <li>-Tension de sortie 230 V</li> <li>- Tension d'entrée 230V défaut (200/208/220/230/240V)</li> <li>- Fréquence d'entrée 50-60 Hz</li> <li>-Phase (Sortie/Entrée) 1 / 1</li> <li>- Connexions de sortie C13, (2) C19</li> <li>-Connexions d'entrée C20</li> <li>-Port d'interface Port USB (compatible HID)</li> <li>-Bruit audible &lt;40 dB à 1 mètre</li> <li>-Poids environ 31.7 kg</li> </ul>	1
6	Switch administrable	<ul style="list-style-type: none"> <li>-2930f 24 ports 4sfp+ POE</li> <li>-Ports : 24 ports RJ-45 10/100/1000 à détection automatique et 4 ports SFP+ 1/10 GbE POE</li> <li>-Mémoire et processeur : ARM Cortex double cœur A9 à 1 016 MHz 1 Go de mémoire SDRAM DDR3</li> <li>Taille de mémoire tampon du paquet : 12,38 Mo et 4,5 Mo en entrée/7 875 Mo en sortie 4 Go</li> <li>-Débit Jusqu'à 95,2 Mpps</li> <li>-Capacité de basculement 128 Gbit/s</li> </ul>	1

7	Serveur de stockage Rack avec 6 disques durs	-RackStation RS2423RP+ -2x16 DDR4 RDIMM ECC -Ethernet/LAN 10GB Support iSCSI Wake-on-LAN prêt -Double boîte d'alimentation -6 (six) Disques durs 8To HAT5300-8T 7200 tr/min -Installation et configuration du NAS avec la solution de sauvegarde VEEAM	1
8	Renouvellement des licences Kaspersky Next EDR Fondations	Licence pour 3 ans	52
9	Renouvellement et upgrade des licences FortiGate 100F vers 100G (3ans UTP et Support)	Renouvellement et upgrade de la box FortiGate-100F vers FortiGate-100G, 3 Year Unified Threat Protection (UTP) (IPS, Advanced Malware Protection, Application Control, URL, DNS & Video Filtering, Antispam Service, and FortiCare Premium)	2
10	FortiAnalyzer-150G	- FortiAnalyzer-150G Centralized log & analysis appliance - 2x GE RJ45, 4TB storage, up to 25GB/Day of logs. - 3 Year FortiCare Premium Support	1
11	Installation et configuration	-Installation et configuration de 2 firewall Fortigate 100G et de FortiAnalyzer-150G par un ingénieur certifié Fortinet (au moins Fortinet Certified Professional) -La configuration inclue toutes les règles de contrôle, VPN, configuration site to site, ACL et d'autres paramètres avancés	1
12	Licence Microsoft 365 Business Standard	Licence d'une année par utilisateur Inclant la version desktop de l'office	42

• **Prise en compte des dates d'expiration des licences existantes**

Pour le renouvellement et/ou l'acquisition des licences le soumissionnaire est tenu de respecter les dispositions suivantes :

**1. Alignement du renouvellement**

Le renouvellement des licences existantes devra impérativement prendre effet à compter des dates d'expiration ci-dessus, sans chevauchement ni perte de validité :

Licence	Date expiration
Kaspersky Next EDR Fondations	28/06/2026
FortiGate 100F	19/07/2026
Microsoft 365 Business Standard	28/10/2026

## 2. Cas de la nouvelle acquisition

Concernant le FortiAnalyzer 150G et son support, objet d'une nouvelle acquisition, la date de début de validité de la licence doit correspondre à la date de début pour FortiGate 100G.

## 3. Livrable exigé

Le titulaire devra fournir, avant la mise en service, un échéancier détaillé mentionnant pour chaque licence :

- La date d'expiration actuelle
- La date de début de la nouvelle période
- La date de fin de validité

## ARTICLE 34 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE

La garantie couvre bien la correction des anomalies, l'installation, l'assistance, l'intervention sur site, les pièces de rechanges et la main d'œuvre.

La garantie couvre tous les frais nécessaires à la réparation et au remplacement des pièces de rechange ou matériel et logiciels défectueux. Elle couvre aussi les frais de main d'œuvre, de déplacement du personnel et tout autre frais annexes.

Durant la période de garantie, le fournisseur s'engage à intervenir dans un délai de 24 h suivant la demande d'intervention.

A défaut de pouvoir régler la panne sur site dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de l'heure du 1er appel, le titulaire s'engage à mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage un équipement de remplacement, au moins équivalent à celui défectueux, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit 48 heures à compter de l'heure du 1er appel.

Toute réparation en usine ou en atelier des équipements défectueux doit être réalisée dans un délai ne dépassant pas un (1) mois à compter de l'heure du 1er appel.

Les interventions seront matérialisées par des fiches d'intervention validées par le maître d'ouvrage.

## ARTICLE 35: CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Les renseignements obtenus par le titulaire dans le cadre de cette mission sont de nature confidentielle et ne devront donc pas être divulgués sauf autorisation préalable et écrite de la Caisse de Compensation ou si l'information se doit d'être divulguée pour des raisons légales.

Le titulaire se reconnaît tenu à l'obligation de confidentialité pour ce qui concerne l'ensemble des aspects de sa mission et s'engage à faire respecter ces dispositions par tous ses collaborateurs et par ses tiers intervenants.

En outre, le titulaire s'engage à n'utiliser les informations recueillies au cours de sa mission à aucune fin autre que celle de l'objet de cette assistance et accompagnement juridique et pour laquelle il est mandaté.

**BORDEREAU DES PRIX -DETAIL ESTIMATIF**

**Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°02/2026**


**Objet : L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE ET LOGICIELS POUR LA CAISSE DE  
COMPENSATION A RABAT (LOT UNIQUE) :**

N° art	Désignation	Quantité	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
1	Ordinateur de bureau Micro Complet avec socle MFS22	7		
2	Ordinateur portable Professionnel avec sacoche	2		
3	Imprimante multifonction Couleur avec Socle	1		
4	Scanner à alimentation feuille à feuille	2		
5	Onduleur rack 3000 W / 3000 VA - 10 prises	1		
6	Switch administrable	1		
7	Serveur de stockage Rack avec 6 disques durs	1		
8	Renouvellement licences Kaspersky Next EDR Fondations	52		
9	Renouvellement et upgrade des licences FortiGate 100F vers 100G (3ans UTP et Support)	2		
10	FortiAnalyzer-150G	1		
11	Installation et configuration	1		
12	Licence Microsoft 365 Business Standard	42		
			TOTAL HT	
			TVA	
			TOTAL TTC	

Fait à .....le.....

**(Cachet et signature du concurrent)**

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n° 02/2026 relatif à l'acquisition de matériel informatique et logiciels pour la Caisse de Compensation à Rabat (lot unique) :

LE CONCURRENT	LE MAITRE D'OUVRAGE
<p><i>Lu et Accepté</i></p>	 <p>Directrice de la Caisse de Compensation Signature : Rachida AABAD</p> <p>06 MAI 2026</p> 